



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 1 – 6 janvier 2023

Sommaire

Fait marquant

- La taxe exceptionnelle sur les profits des énergéticiens est sous le feu des critiques

Climat & Energie

- La baisse des prix freine la hausse de la facture énergétique
- Le Royaume-Uni prend du retard sur sa politique de rénovation énergétique
- Les parlementaires appellent le gouvernement à accélérer la transition énergétique

Environnement

- Le gouvernement définit ses objectifs environnementaux de long terme
- Le ministre de l'agriculture précise les contours des aides se substituant à la PAC

Industrie

- Les indicateurs montrent une dégradation de la situation des industries manufacturières
- Les ventes de voitures neuves continuent d'être très inférieures à leur niveau d'avant pandémie, mais la part des véhicules électriques augmente fortement
- Le Royaume-Uni rejoint l'Union européenne dans ses critiques de l'*Inflation Reduction Act* américain

Transports

- Le gouvernement propose d'échanger avec les syndicats sur les augmentations de salaires tout en annonçant le dépôt d'un projet de loi visant à garantir un service minimum dans les services publics

Fait marquant

La taxe exceptionnelle sur les profits des énergéticiens est sous le feu des critiques

Annoncée par le Chancelier de l'Echiquier Jeremy Hunt lors de son *autumn statement* et entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2023, la taxe sur les revenus exceptionnels des producteurs d'électricité décarbonée est fortement critiquée par plusieurs énergéticiens. Dans une lettre adressée au *Treasury chief secretary*, [Community Windpower](#), un producteur gérant 8 parcs éoliens en Ecosse, menace de former un recours contre cette mesure jugée « *disproportionnée, discriminatoire et contraire à l'objectif de neutralité carbone* » considérant qu'elle ne concerne pas les producteurs d'électricité à partir d'énergies fossiles. L'entreprise avance également que le seuil d'imposition (75 £ / MWh) pourrait remettre en cause de futurs investissements, alors que les coûts de financement et le coût des turbines ont récemment augmenté. EDF UK a également émis des doutes sur la viabilité économique du projet de prolongation d'exploitation des centrales nucléaires d'Heysham 1 et d'Hartlepool pour une durée de 2 ans au-delà de la date d'arrêt prévue en mars 2024. Selon une [éditorialiste du Financial Times](#), en dépit du signal négatif envoyé aux investisseurs, cette taxe aura sans doute un impact limité sur les projets d'investissement dans les énergies renouvelables qui ont un horizon bien supérieur à 2028 (date programmée de fin de la taxe) et se fondent sur des prix de l'électricité inférieurs au seuil de la taxe.

Par ailleurs, les producteurs de pétrole et de gaz s'inquiètent de la réduction des lignes de crédit adossées à leurs réserves (*reserves-based lending*) octroyées par les banques, moins optimistes sur le secteur après les annonces du Chancelier d'augmentation de 10 points du taux de la *windfall tax* (désormais à 45 % contre 35 % précédemment) et de sa prolongation jusqu'en 2028 (contre 2025 précédemment).

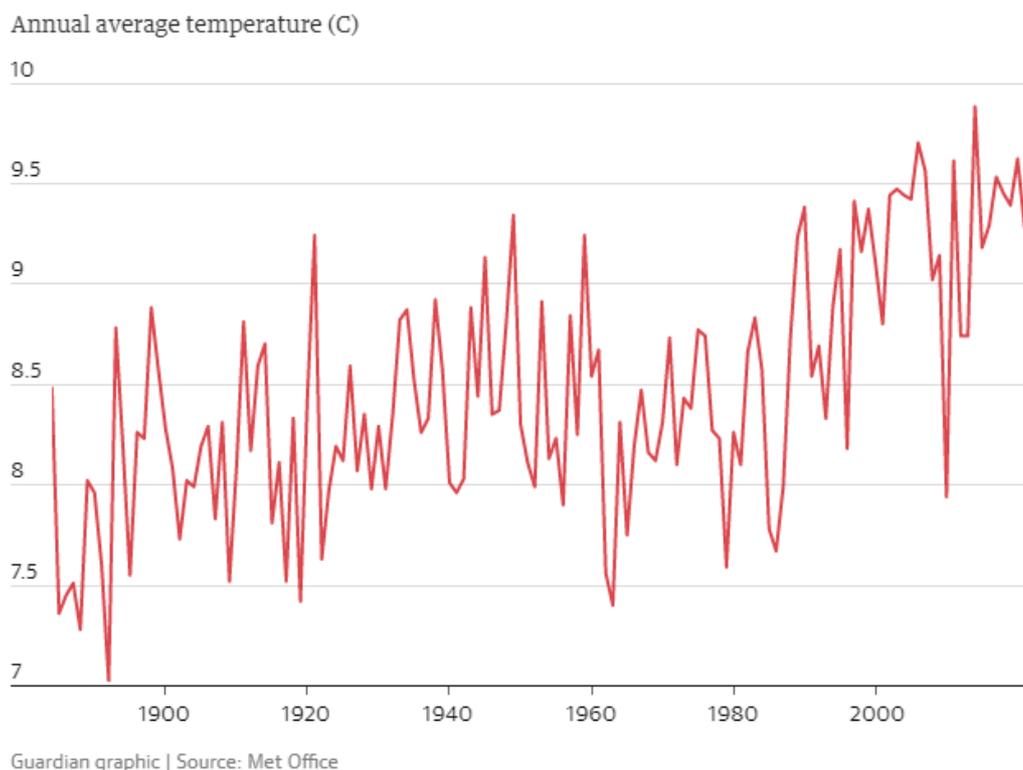
Le chiffre de la semaine

87,2 %

C'est la part de la demande d'électricité couverte par le nucléaire et les énergies renouvelables au cours de la journée du 30 décembre 2022. Il s'agit d'un nouveau record. Le Royaume-Uni a également battu ce jour-là le record de puissance délivrée par ses parcs éoliens : 20,9 GW.



Le graphique de la semaine



Selon le [Met Office](#), l'année 2022 est l'année la plus chaude de l'histoire du Royaume-Uni, avec une température moyenne de 10,03° C et des températures mensuelles supérieures à la moyenne pour chaque mois de l'année, à l'exception du mois de décembre. L'agence s'attend à une année 2023 encore plus chaude.

Climat & Energie

Flash – Une [étude de l'Université Ghent](#) sur la forêt de Wytham Wood (Oxfordshire), réalisée avec les dernières technologies d'imagerie et de modélisation, suggère que le volume de CO2 capturé par les forêts britanniques serait sous-estimé d'un facteur 2.

Flash – L'ONG environnementale [Friends of the Earth](#) a annoncé la formation d'un recours contre la décision du gouvernement d'autoriser l'ouverture d'une nouvelle mine de charbon à Whitehaven (Cumbria, nord du pays). Selon l'ONG, cette décision n'est pas compatible avec l'ambition climatique du Royaume-Uni.

Flash – Après *Tesla*, trois exploitants de réseaux de recharge de véhicules électriques - *GeniePoint*, *Ubitricity* et *Char.gy* - ont lancé des tarifications dynamiques, avec des prix plus faibles pendant les heures creuses et plus élevés pendant les heures de pointe.

Flash – Dans son premier discours de l'année, le leader de l'opposition (*Labour*) a promis une nouvelle vague de décentralisation (*devolution*) si son parti accédait au pouvoir. Cette proposition de loi, baptisée *Take Back Control Bill*, serait déposée la première année de sa mandature et permettrait aux autorités locales de prendre une plus grande part aux décisions concernant l'énergie, le climat, les transports, le logement mais aussi la culture, la petite enfance ou la gestion des finances locales.

La baisse des prix freine la hausse de la facture énergétique

Alors que la douceur des températures et la réduction de la demande ont fait chuté les prix du gaz naturel, les prévisionnistes ont révisé leurs estimations du montant de la facture énergétique pour 2023. Le cabinet spécialisé [Cornwall Insight](#) s'attend désormais à ce que le *price cap* s'élève à 2 545 £ entre avril et juin 2023 puis à 2 800 £ entre juillet et septembre 2023. Ainsi, à compter d'avril 2023, le *price cap* deviendrait inférieur au seuil à partir duquel le gouvernement applique l'*Energy Price Guarantee*, aujourd'hui fixé à 2 500 £ et qui sera porté à 3 000 £ en avril 2023. Le gouvernement devrait ainsi économiser plusieurs milliards de livres sur son budget 2023/24. Malgré la légère baisse des prix attendus au printemps 2023 par rapport aux estimations précédentes, la facture énergétique des ménages restera toutefois deux fois supérieure à ce qu'elle était au printemps 2021.

Le Royaume-Uni prend du retard sur sa politique de rénovation énergétique

Dans son dernier [rapport](#) sur la transition énergétique publié le 5 janvier 2023, l'*Environmental Audit Committee* de la Chambre des Communes lance un appel à la mobilisation générale pour soutenir un « *effort de guerre* » en faveur des économies d'énergie et de l'efficacité énergétique. S'ils saluent les récentes annonces du Chancelier Jeremy Hunt dans son *autumn statement* (objectif de réduction de 15 % de la consommation d'énergie d'ici 2030, promesse de 6 Md£ de financements additionnels), les parlementaires recommandent au gouvernement de faire de la rénovation énergétique des bâtiments une priorité nationale, notamment en affectant une partie des recettes de la taxe exceptionnelle sur les profits des producteurs d'hydrocarbures à des programmes d'efficacité énergétique. Dans un autre [rapport](#), la fondation *Another Europe* souligne que le Brexit risque d'accroître l'écart d'ambition de la politique de rénovation énergétique du R-U avec les Etats-Membres de l'UE, qui ont récemment réhaussé leurs objectifs dans le cadre du paquet « *Fit for 55* ».

Au-delà de la faiblesse des moyens consacrés à la rénovation énergétique des logements, le Royaume-Uni fait face à certaines difficultés particulières ; ainsi, presque tous les *local councils* refusent pour l'instant d'assouplir les règles de protection des bâtiments classés (environ 500.000 logements) pour encourager leur rénovation énergétique.

Les parlementaires appellent le gouvernement à accélérer la transition énergétique

Outre ses recommandations concernant la rénovation énergétique (cf *supra*), l'*Environmental Audit Committee* de la Chambre des Communes formule dans son dernier [rapport](#) plusieurs recommandations à l'attention du gouvernement pour sortir des énergies fossiles et corriger les défauts de l'*Energy Security Strategy* présentée en mars 2022. Ils demandent ainsi d'inclure les transports dans l'objectif de réduction de la consommation d'énergie, de rehausser l'ambition concernant l'éolien terrestre et les énergies marémotrices et d'examiner la possibilité d'ajouter un mécanisme de déductibilité des nouveaux investissements à la taxe exceptionnelle sur les profits des producteurs d'électricité décarbonée. Ils appellent par ailleurs à lancer une consultation pour définir une date de fin de la production d'hydrocarbures de mer du Nord, d'accélérer la décarbonation de l'amont de ces activités de production et de mettre fin à la pratique du torchage du gaz naturel non récupéré par les producteurs.

Environnement

Flash – Dans son [rapport annuel](#), le *National Trust* souligne que la succession d'événements météorologiques extrêmes (incendies, canicules, vagues de froid, orages intenses...) au cours de l'année 2022 s'est traduit par une perte nette de biodiversité au R-U.

Le gouvernement définit ses objectifs environnementaux de long terme

Après avoir manqué l'échéance du 31 octobre 2022 fixée par l'*Environment Act* de 2021, le gouvernement a [publié ses objectifs environnementaux de long terme](#) pour 6 grands domaines d'action environnementale, au terme d'une consultation lancée en mars 2022 : la protection de la biodiversité terrestre et marine, la disponibilité et la qualité de l'eau, la gestion des forêts, l'utilisation des ressources et la gestion des déchets, la qualité de l'air (cf. tableau ci-dessous). Ces objectifs doivent être encore présentés au Parlement dans un acte de législation secondaire (*statutory instrument*). Le gouvernement publiera par ailleurs son plan d'action pour atteindre ces objectifs (*Environmental Improvement*), qui inclura probablement des objectifs intermédiaires, d'ici le 31 janvier. Si la publication de ces objectifs a été globalement bien accueillie dans le contexte des négociations de la COP 15 de Montréal, plusieurs parlementaires et ONG attendent d'en savoir plus sur les mesures concrètes qui seront mises en œuvre par le gouvernement pour les atteindre. Certaines ONG regrettent par ailleurs la faible prise en compte des résultats de la consultation et l'absence d'objectifs dans certains domaines, comme la santé générale des rivières, la protection de sites terrestres (ex : *Sites of Special Scientific Interest*) ou encore le manque d'ambition de certains objectifs.



Tableau 1 : Objectifs environnementaux de long-terme annoncés par le gouvernement

Domaine d'action	Objectif
Biodiversité terrestre	S'assurer que l'abondance des espèces en 2042 est supérieure au niveau de 2022, et d'au moins 10 % supérieure au niveau de 2030
Biodiversité terrestre	Améliorer l'indice de performance <i>Red List</i> de l'Angleterre dans la protection des espèces d'ici 2042, par rapport à 2022
Biodiversité terrestre	Restaurer ou créer, en dehors des sites protégés, au moins 500 000 hectares d'habitats riches en biodiversité d'ici 2042, par rapport au niveau de 2022
Biodiversité marine	Porter 70 % des aires marines protégées au statut de « conditions favorables » et les 30 % restant au statut « en restauration »
Qualité et disponibilité de l'eau	Réduire de moitié la longueur des rivières polluées par des métaux polluants issus des mines abandonnées d'ici 2038, par rapport à un niveau de référence d'environ 1 500 km
Qualité et disponibilité de l'eau	Réduire la présence de nitrates et de phosphore et des sédiments polluant issus de l'agriculture de 40 % d'ici 2038 par rapport à 2018
Qualité et disponibilité de l'eau	Réduire la charge en phosphore présente dans les eaux traitées de 80 % d'ici 2038 par rapport à 2020
Qualité et disponibilité de l'eau	Réduire la consommation d'eau par habitant en Angleterre de 20 % d'ici 2037/38 par rapport à 2019/20
Couverture forestière	Accroître la surface de la canopée et la couverture forestière de 14,5 % à 16,5 % du territoire britannique d'ici 2050
Utilisation des ressources et gestion des déchets	Réduire les déchets résiduels (en kg/habitant) de 50 % d'ici 2042 par rapport au niveau de référence de 2019 (574 kg/habitant)
Qualité de l'air	Atteindre un taux de concentration moyen de particules PM _{2,5} de 10 µg/m ³ ou moins d'ici 2040
Qualité de l'air	Réduire de 35 % la population exposée aux particules PM _{2,5} d'ici 2040, par rapport à 2018

Le ministre de l'agriculture précise les contours des aides se substituant à la PAC

Le ministre de l'agriculture, [Mark Spencer](#), a annoncé le 4 janvier l'augmentation des aides aux agriculteurs dans le cadre du nouveau système d'aide prenant la suite de celui lié à la politique agricole commune de l'Union européenne. Les agriculteurs rejoignant la *Sustainable Farming Initiative* recevront ainsi un forfait de 20 £ par hectare, dans la limite de 1 000 £, en plus des aides déjà prévues pour l'atteinte de différents standards environnementaux. Le gouvernement espère ainsi enrôler 70 % des 200 000 agriculteurs anglais d'ici 2028 dans cette initiative, alors que moins

de 2 000 agriculteurs l'ont rejointe jusqu'à présent. Le ministre a également annoncé une hausse de 10 % de certaines aides liées à des actions spécifiques et le doublement de l'aide pour la création de haies. De nouvelles aides devraient être annoncées dans les prochaines semaines dans le cadre du plan d'action gouvernementale pour la protection de la biodiversité.

Industrie

Flash – Les industriels du secteur des vins et spiritueux demandent au gouvernement d'intervenir afin de réviser le calcul des charges liées au recyclage des bouteilles en verre, alors que les prix ont fortement augmenté. Celui-ci est aujourd'hui fondé sur un mécanisme de marché, similaire à un marché des quotas carbone et fut critiqué au cours des derniers mois pour sa [forte volatilité et son opacité](#).

Flash – Selon la presse, le Chancelier de l'Echiquier Jeremy Hunt envisagerait d'accorder une [subvention de 300 M£](#) pour sauver deux hauts-fourneaux de *British Steel*, propriété du groupe chinois *Jingye*, à Scunthorpe (est de l'Angleterre). Il serait cependant réticent à aider directement un groupe chinois et étudierait les moyens d'aider l'ensemble du secteur à adopter des technologies vertes (des discussions auraient également lieu avec *Tata Steel UK*). *Jingye*, qui avait racheté *British Steel* en 2020 pour moins de 50 M£, avait déclaré en octobre perdre plus d'1 M£ par jour.

Les indicateurs montrent une dégradation de la situation des industries manufacturières

Le dernier indice [UK Manufacturing PMI](#) a atteint en décembre son plus bas niveau en 31 mois, à 45,3, en baisse par rapport à 46,5 en novembre. L'indice PMI est resté sous la barre neutre des 50,0 pendant cinq mois consécutifs et est l'un des plus faibles depuis mi-2009, si l'on exclut le creux de la vague enregistré lors de la première pandémie. Tous les sous-indices signalent un environnement opérationnel plus faible pour l'économie manufacturière britannique : production, nouvelles commandes, emploi et stocks d'achats ont tous baissé à des rythmes accélérés, tandis que les délais de livraison des fournisseurs se sont allongés mais de manière moins marquée. Le ralentissement de l'industrie manufacturière s'est également reflété de plus en plus sur le marché du travail : des suppressions d'emplois ont été observées pour le troisième mois consécutif, le taux de perte étant le plus élevé depuis octobre 2020.

Les ventes de voitures neuves continuent d'être très inférieures à leur niveau d'avant pandémie, mais la part des véhicules électriques augmente fortement

Selon la fédération des constructeurs automobiles au Royaume-Uni (SMMT), les [immatriculations de voitures neuves](#) ont atteint 1,61 M en 2022, soit le niveau le plus bas depuis 1992, 27 % de moins qu'avant la pandémie (moyenne des années 2015-2019) et un chiffre inférieur de 2 % à celui de 2021. La SMMT attribue ce recul à un retard de production des fabricants à cause des problèmes de chaînes d'approvisionnement notamment en matière de semi-conducteurs, et à

cause des confinements dus au coronavirus en Chine. Malgré ce recul des ventes, le Royaume-Uni redevient le deuxième marché automobile en Europe et la SMMT prévoit une augmentation de 15 % des nouvelles immatriculations en 2023. Le mois de décembre marque d'ailleurs le 5^{ème} mois d'affilée de rebond des ventes automobiles (+18% à 128.000 unités). Au cours de ce mois de décembre, les voitures 100 % électriques ont atteint leur plus grosse part de marché jamais enregistrée, avec près d'un tiers des ventes, tandis que les véhicules hybrides non rechargeables représentaient 10 % des ventes. Sur l'ensemble de l'année 2022, elles représentent 16,6 % des ventes de voitures neuves, dépassant les voitures à moteur diesel pour la première fois et devenant la deuxième catégorie de voitures la plus vendue après les véhicules à essence. Ces véhicules ne représentent toutefois encore que 2 % du parc en circulation. On rappellera que de nouvelles règles (*ZEV mandate*) entreront en vigueur l'année prochaine, imposant à chaque constructeur automobile un objectif de vente de véhicules « zéro émission ». Les niveaux devraient commencer à 22 % des ventes totales en 2024 et atteindre 100 % en 2030.

Le Royaume-Uni rejoint l'Union européenne dans ses critiques de l'*Inflation Reduction Act* américain

Selon le [FT](#), Kemi Badenoch, la secrétaire d'État britannique au commerce, a écrit à son homologue américaine pour lui faire part de son inquiétude concernant les effets de l'*Inflation Reduction Act* (IRA) et indiquer que "le Royaume-Uni s'attend à être et devrait, en tant que plus proche des alliés des États-Unis, faire partie de toutes les flexibilités dans la mise en œuvre de l'IRA". Le gouvernement considère que ce texte pourrait porter atteinte au commerce transatlantique et en particulier, à l'exportation des voitures britanniques vers les États-Unis, qui représentent un chiffre d'affaires de 4,3 Md£. Pour mémoire, l'IRA prévoit de subventionner les entreprises qui investissent dans les technologies vertes, dont les véhicules électriques fabriqués dans ce pays, mais pas dans ceux fabriqués au Royaume-Uni.

Transports

Flash – Le gouvernement a souligné ses efforts pour [limiter la hausse des tarifs ferroviaires](#) en 2023. Celle-ci devrait s'établir, à compter du 5 mars 2023, à 5,9 % en moyenne, soit à un niveau très inférieur à celui de l'inflation qui guide habituellement l'évolution des prix des billets.

Flash – Le gouvernement a annoncé qu'un [premier vol transatlantique](#) serait effectué uniquement avec du carburant d'aviation durable (*sustainable aviation fuel*, SAS) en 2023. Ce vol, qui bénéficiera d'une subvention pouvant aller jusqu'à 1 M£, sera opéré par un [consortium](#) associant *Virgin Atlantic*, *Rolls Royce* et des instituts de recherche et universitaires.

Flash – Selon le [site de vente d'automobiles Auto Trader](#), plus de la moitié des acheteurs potentiels de voitures au R-U envisageraient d'acheter un véhicule en raison du manque de fiabilité des transports publics (et 63 % hors des grandes agglomérations), contre seulement un tiers en février 2020, avant la pandémie. Selon l'*Office of Rail and Road*, un train sur 26 a été annulé au R-U au cours des 12 derniers mois, sans compter les effets des grèves, soit le chiffre le plus élevé depuis le début des statistiques.

Le gouvernement propose d'échanger avec les syndicats sur les augmentations de salaires tout en annonçant le dépôt d'un projet de loi visant à garantir un service minimum dans les services publics

Alors que les grèves dans le transport ferroviaire portées cette semaine par le syndicat *RMT* ont conduit à l'annulation de plus de 80 % des trains prévus certains jours, les dirigeants des principaux syndicats ont fait part de leur volonté de [prolonger le mouvement](#), le cas échéant au-delà du printemps, tant qu'ils n'auront pas obtenu de proposition satisfaisante. Face au mécontentement d'une part importante de la population et [de son électorat](#), le gouvernement a proposé aux syndicats de discuter des preuves qu'il soumettra aux organes de révision des salaires (*pay review bodies*) ainsi que des conditions de travail, tout en annonçant le dépôt prochain d'un projet de loi au Parlement pour garantir que les services publics vitaux maintiennent une fonction de base et assurer des niveaux de sécurité minimums en cas de grève. Le gouvernement a également estimé que ces grèves étaient « auto-destructrices », risquant d'inciter les personnes à ne pas revenir dans les trains, dont la fréquentation reste [inférieure à celle d'avant la pandémie](#).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres
Rédacteurs : Léa Auclair (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revu par Stanislas Godefroy

Pour s'abonner : londresidgtresor.gouv.fr